CEPS
INSTEAD

LES CAHIERS DU CEPS/INSTEAD
Population & Emploi

Les valeurs politiques : déclin ou continuité ?

Pierre HAUSMAN

Cahier n°2011-17
Décembre 2011

Programme European Values Study

L'European Values Study (EVS) est une enquête réalisée au Luxembourg en 2008 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidante composé de 1610 individus âgés de 18 ans ou plus.

Au niveau national, cette enquête fait partie du projet de recherche VALCOS (Valeurs et Cohésion sociale), cofinancé par le FNR dans le cadre du programme VIVRE. Au niveau international, elle est partie intégrante d'une enquête réalisée dans 45 pays européens qui a pour objectif d'identifier et d'expliquer en Europe les dynamiques de changements de valeurs, et d'explorer les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (www.europeanvaluesstudy.eu).

Plus d'infos : http://lisoc.ceps.lu.

Fonds National de la Recherche Luxembourg

* This research is part of the VALCOS project supported by the Luxembourg 'Fonds National de la Recherche' (contract FNR/VIVRE/06/01/09) and by core funding for CEPS/INSTEAD from the Ministry of Higher Education and Research of Luxembourg.

INTRODUCTION

La politique ? Dans de nombreux débats – et non seulement dans ceux que l'on tient au café du Commerce – le mot seul évoque les soupçons. On n'y croit plus. On est dégoûté. On ne peut rien changer.

Pour beaucoup, ces réactions seraient d'autant plus justifiées que, depuis longtemps, l'Economique aurait pris le pas sur le politique. Et, pourtant, on tient à notre système politique et plus encore à notre modèle social.

La politique est-elle donc en crise ? Globalisation. Dégradation des marchés. Tous ces thèmes sont conjugués à l'aulne des risques sociaux qu'ils annoncent et riment avec malaise.

Mais, au fond, qu'est-ce que la politique ? S'agit-il de l'art du vivre ensemble ou de l'art de conquérir le pouvoir ? Pour J. Généreux, il y a peu de chances que le citoyen croisé dans la rue définisse la politique comme : « ….l'instrument de débat et d'action collective que se donne une communauté pour régler les conflits d'intérêt et vivre ensemble selon ses idéaux »[1].

Pour ce même auteur, la politique nous a quittés depuis qu'elle s'est montrée « impuissante face à la montée des inégalités, de la précarité et de la pauvreté ». En prolongeant cette réflexion, peut-on réellement éviter d'évoquer le risque selon lequel nos concitoyens seraient de plus en plus victimes d'une perte de conscience politique suite à une « maladie sociale dégénérative »[2] de l'action politique ?

Une telle vision catastrophique n'apparaît pas n'importe où et n'importe comment. Certes, on conçoit aisément que la période de crise récente a sans doute exacerbé la violence des critiques adressées au monde politique. Mais ces critiques varient aussi en fonction de la gravité de la crise morale, politique et économique ressentie ou perçue dans chaque pays. De ce point de vue, l'impact causé par cette crise pourrait, par exemple, être mesuré par le degré de confiance dont témoignent les populations à l'égard de leurs institutions politiques.

Ainsi, en scrutant les résultats reproduits dans le Graphique 1, il apparaît clairement que cette confiance varie très fortement :
- au sein des pays membres de l'Union Européenne
- comme parmi les pays de l'Europe de l'Est, non membres de l'U.E.

Sur ce graphique, les coordonnées de chaque pays ont été calculées sur base du pourcentage de personnes qui accordent leur confiance à leur Gouvernement (Axe vertical) et à leur Parlement (Axe horizontal).

Comme on peut s'en rendre compte à l'examen de ces résultats, il est difficile de confondre la situation du Luxembourg avec celle d'autres pays comme la France ou le Royaume-Uni, par exemple.

En effet, le Luxembourg occupe ici une position remarquable puisque près de sept personnes sur dix y manifestent leur confiance à la fois pour le Gouvernement et pour le Parlement[3].

Par contre, en France, la confiance accordée au Parlement dépasse à peine 50% de la population ; et celle visant le Gouvernement chute à 36% (au Royaume-Uni, la situation est encore plus dégradée, avec 20% de confiance pour le Gouvernement et le Parlement).

Au Luxembourg, comme en attestent ces résultats, on est plutôt éloigné de la vision catastrophique évoquée plus haut. Cela n'empêche pas quue l'on puisse s'interroger sur l'état de santé de la société. Et que l'on se pose des questions sur la cohésion sociale et sur l'évolution des inégalités qui font l'objet de débats depuis quelques années. Voire sur le fonctionnement de la démocratie ou sur la manière dont s'organise ici la vie en commun.

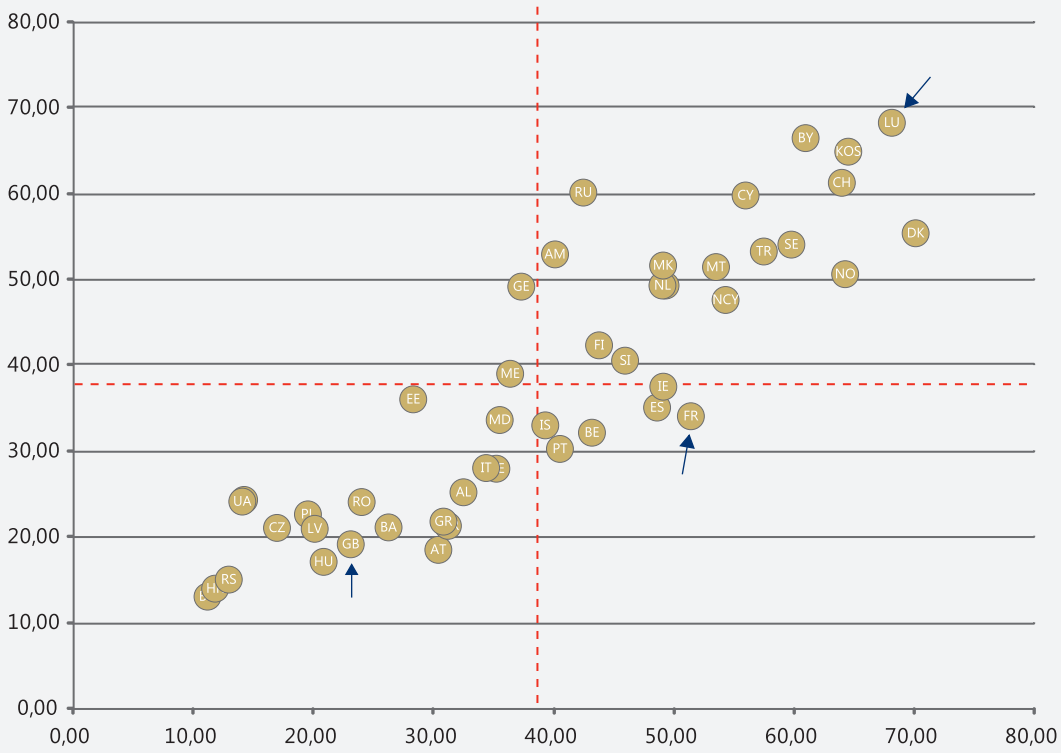
[1] *GENEREUX Jacques. La Dissociété. Editions du Seuil, 2006, p. 11.*
[2] *Ibidem.*
[3] *Entre 1999 et 2008, il semble que cette confiance dans le Parlement se soit renforcée : celle-ci a gagné plus de dix points de pourcentage (56% en 1999 contre 68% en 2008). Les données relatives à la confiance dans le Gouvernement ne sont pas disponibles pour cette comparaison.*

Or, l'enquête sur les valeurs (réalisée en 2008) permet justement d'apporter un éclairage utile sur les rapports que les gens entretiennent avec la politique ainsi que sur l'évolution de leurs représentations concernant les différents modes d'organisation de la vie en société.

Bien que cette enquête offre une multitude d'informations permettant de couvrir de nombreuses facettes composant le système des relations entre la population et la politique, le présent cahier se limitera à l'examen d'une seule question :

D'une génération à l'autre, y a-t-il rupture, ou plutôt continuité, au niveau de ce que les personnes pensent de la politique, ou de certaines valeurs ou formes d'engagement propres à ce domaine ?

Graphique 1. Confiance dans le Gouvernement / le Parlement



Sources : ATLAS of European Values, Enquête 2008/2009. (BRILL; Tilburg Université, 2012. p.78).

I. CONTINUITÉ OU RUPTURE GÉNÉRATIONNELLE EN MATIÈRE D'OPINIONS À L'ÉGARD DU POLITIQUE ?

Cette question s'inscrit dans le cadre d'un débat suscité par plusieurs analystes qui plaident en faveur d'une disparition ou atténuation des valeurs, consécutive au passage de la modernité à la postmodernité.
Selon cette perspective, les opinions ou valeurs relatives au domaine politique présenteraient, elles aussi, une certaine discontinuité, perceptible d'une génération à l'autre. En réaction à ces prises de position, R. Boudon s'interroge sur les fondements avérés ou non d'un **déclin possible des valeurs**[4].

C'est ainsi que R. Boudon reprend et discute l'argumentation théorique de plusieurs auteurs soutenant cette thèse du déclin des valeurs. Par exemple :

1) Comme l'école et la famille ne jouent plus leur rôle dans la transmission des valeurs, les jeunes arrivent désormais « non équipés moralement » dans leurs milieux sociaux et professionnels [B. Wilson [5]].
2) Sous l'effet de la mondialisation, on a brutalement changé de type de société ; le « sujet social » est aujourd'hui réduit « à être le simple jouet des structures » ; la vie de chacun est moins réglée et n'a plus le côté linéaire d'autrefois ; et l'autonomie de l'individu devient illusoire dans les sociétés postindustrielles [U. Beck [6]].
3) On assiste à une profonde discontinuité entre la société industrielle et la société postindustrielle ; ainsi, en particulier, la « politique a perdu de sa centralité » [A. Giddens[7]].

Pour R. Boudon, les positions de ces trois analystes se rejoignent ; ils partagent tous « l'idée d'une discontinuité radicale entre modernité et postmodernité, entre sociétés industrielles et société postindustrielles »[8].
Alors qu'on n'est guère surpris par de telles positions lorsqu'elles sont véhiculées par l'opinion publique et soutenues par le sens commun, on pourrait en revanche s'étonner de les voir relayées et défendues par de nombreux analystes, et non des moindres.
A force de redondance, on finirait par croire qu'il y a quelques vérités cachées derrière ces diagnostics radicaux. Et, s'agissant d'un thème aussi conflictuel que le politique, on s'attendrait même à une distanciation nette entre la génération des plus jeunes et celle de leurs parents. Finalement, cette discontinuité dans les valeurs relève-t-elle d'un changement avéré ? Ou, au contraire, observe-t-on un maintien du sens des valeurs comme le suppose R. Boudon ?

Comment peut-on trancher cette question ? Une affaire de générations ?

- Pourquoi s'intéresse-t-on à ce que les gens pensent de la politique et au fait que ces opinions ou valeurs s'inscrivent (ou non) dans le cadre d'un processus de changement ? Parce que les réponses à ces interrogations permettent de mieux comprendre le sens de l'évolution en cours dans nos sociétés.
  A cet égard, l'enquête sur les valeurs constitue un instrument précieux pour apprécier l'existence ou l'importance d'une telle évolution. Y a-t-il changement ou plutôt stabilité ? En comparant deux vagues successives de cette enquête, de tels phénomènes pourraient être décelés[9]. Mais dix années, c'est-à-dire l'intervalle de temps écoulé entre les deux premières enquêtes sur les valeurs au Luxembourg, c'est très court à l'échelle chronologique des modifications en cause. C'est pourquoi on privilégie – dans ce cahier – l'opposition entre deux générations, partant de l'hypothèse selon laquelle le renouvellement des générations constitue une voie tout à fait pertinente pour vérifier s'il y a ou non continuité dans les modes de représentation du politique. Ces derniers – qu'il s'agisse d'opinions, attitudes, croyances ou encore d'engagements envers le politique – contribuent fortement à éclairer des questions

[4] *BOUDON Raymond. Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ? Presses Universitaires de France, 2002, 113 p.*
[5] *WILSON Bryan R. Morality in the evolution of the modern social system. The British Journal of Sociology, 1985, vol. 36, n°3, pp. 315-332 ; cité par R. Boudon, Ibid.*
[6] *BECK Ulrich. Nicht Autonomie, sondern Bastelbiographie. Zeitschrift für Soziologie, 1993, vol. 22, n°3, pp. 178-187 ; cité par R. Boudon, Ibid.*
[7] *GIDDENS Anthony. Runaway World: How Globalisation is Shaping Our Lives. London: Profile Books, 1999, 198 p. ; cité par R. Boudon, Ibid.*
[8] *BOUDON Raymond, Ibid., p. 17.*
[9] *On reviendra sur cette approche dans un autre cahier.*

importantes comme celle de la cohésion sociale ainsi qu'à comprendre ce que l'on entend par « citoyenneté ».
- En matière d'âge, nous allons donc opérer un contraste entre les réponses des jeunes (18 à 29 ans) et celles des plus âgés (50 ans ou plus).
- En procédant de cette manière et en prenant les précautions d'usage, il devient en effet possible de tirer des « données statiques une image dynamique »[10].

De ce point de vue, le contraste entre deux groupes de générations extrêmes est susceptible de révéler certains mécanismes de changements, voire de mettre en évidence la mesure selon laquelle les nouvelles générations se distinguent par un esprit nouveau ou un système de valeurs différent de celui porté par leurs aînés. Selon l'importance du décalage observé, se pose alors la question de savoir s'il y a ou non rupture ou continuité entre les générations ; et, en particulier, s'il est possible d'identifier des points de clivage ou de convergence entre celles-ci. En d'autres mots, l'approche suivie dans ce cahier consiste à considérer les jeunes un peu comme un « miroir grossissant des transformations politiques en cours »[11].

… et de niveau d'instruction

- Pour interpréter les réponses à l'enquête sur les valeurs, l'éclairage fourni par le niveau d'instruction viendra ensuite compléter l'examen réalisé sous l'angle des générations. Cet éclairage complémentaire est nécessaire pour plusieurs raisons. Ces deux caractéristiques partagent, potentiellement, certains effets sur le système de valeurs, des opinions ou des engagements en matière de politique.

Dans certains cas, on s'attend à ce que les deux caractéristiques produisent des effets de même direction. Ainsi, pour un auteur comme Ryder[12], l'école est créatrice de générations ; plus précisément, le comportement des générations serait marqué « de manière indélébile par la longueur différentielle de la formation ».
Dans d'autres cas, ce niveau d'instruction disposerait d'un effet spécifique (indépendant de l'âge) ; cet effet spécifique mérite alors d'être repéré dans la mesure où les classes d'âge regroupées en deux générations ne forment pas nécessairement des entités homogènes à tous points de vue et, en particulier, en ce qui a trait au niveau de diplôme.

[10] *Ce mode d'approche est défendu par R. Boudon. Cependant, d'un point de vue pratique, lorsqu'on compare les résultats affichés par deux classes d'âges [moins de 30 ans et plus de 50 ans, par exemple], les différences observées peuvent s'expliquer : (a) par le fait qu'un groupe est plus âgé et se trouve donc à une étape différente dans son cycle de vie par rapport à l'autre groupe ; (b) et/ou en raison de l'appartenance à des générations différentes, qui ont connu des expériences ou conditions de socialisation particulières. Dans l'approche retenue pour ce cahier, on s'appuie sur une seule vague de données ; il s'ensuit qu'il est dès lors délicat de préciser si les différences observées relèvent plutôt d'un effet « génération » ou plutôt d'un effet lié à l'âge. Pour un auteur comme J. Stoetzel (Les valeurs du temps présent. Paris: PUF, 1983, 309 p.) : « Les mécanismes de changement proviennent davantage du remplacement des vieilles générations (plus conservatrices) par des générations plus jeunes ». Nous appuyant sur cette position, la démarche adoptée dans ce cahier privilégie le point de vue « génération » ; cette notion de « génération » recouvre ici non seulement l'appartenance à un même groupe d'âges, occupant une position identique dans le cycle de vie, mais aussi le développement d'une conscience collective spécifique [en raison d'un vécu historique commun] qui se distingue de celle des autres groupes d'âges.*

[11] *On rejoint ici la position adoptée par N. Mayer (2010) qui précise : « Plutôt qu'une « génération » politique…..ils (les jeunes) sont le miroir grossissant des transformations politiques en cours », in : MAYER Nonna. Sociologie des comportements politiques. Armand Colin, 2010, p. 124. En effet, l'usage de l'expression « génération politique » nécessiterait une analyse plus fine, reposant sur un modèle interactif entre « période, cohorte et cycle de vie » ; un tel modèle est décrit dans : CRÊTE Jean, FAVRE Pierre (Eds). Générations Politiques. Les Presses de l'Université de Laval / Economica, 1989, 370 p.*

[12] *Selon N. Ryder (1965), la durée de la période de formation constituerait « un élément distinctif fondamental » des générations ; voir à ce propos : RYDER Norman B. The cohort as a concept in the Study of Social Change. American Sociological Review, 1965, vol. 30, n°6 (december), pp. 843-861.*

II. DES VALEURS FLUCTUANTES D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE ?

Avant d'aborder directement les relations qu'on entretient avec divers aspects du champ politique, il est intéressant de parcourir rapidement le palmarès des valeurs structurantes et de noter si l'on peut déjà, de ce point de vue, isoler une tendance indiquant une fracture générationnelle.
Le Tableau 1 présente l'intensité selon laquelle est valorisé chacun des six domaines en fonction desquels on peut organiser ou conduire sa vie. L'examen de ces niveaux d'intensité fait ressortir deux résultats :

- pour quatre domaines sur six, les niveaux de valorisation sont très proches et plaident donc pour l'existence d'une continuité entre générations ;
- pour deux domaines (Politique/Religion), les tendances observées (baisse du niveau de valorisation) sont identiques mais plus marquées chez les jeunes que chez les séniors [surtout pour la Religion]. Bien que les écarts entre générations soient plus importants, il paraît cependant peu judicieux de conclure ici en faveur d'une réelle discontinuité entre générations.

Cette conclusion prudente s'impose d'autant plus que le niveau d'instruction intervient aussi de façon très marquée dans la valorisation de la Politique, par exemple. Ainsi, selon les résultats reportés dans le Tableau 2, l'effet du diplôme serait loin d'être négligeable, en particulier au sein de la jeune génération[13].

- Au sein des moins de 30 ans, le niveau de valorisation de la Politique est multiplié par deux lorsqu'on passe du niveau d'instruction « Primaire ou Professionnel » au niveau de diplôme d'études supérieures.
- Chez les plus de 50 ans, l'effet du diplôme est de même sens mais d'intensité nettement moindre (+17.5 points de pourcentage entre les deux niveaux d'instruction extrêmes).

La valorisation de la Politique subit donc clairement l'influence des générations et du niveau d'instruction :

- dans la génération des séniors (54.8%), on accorde plus souvent de l'importance à la politique comparativement à la génération montante (42.8%) ;
- et plus on est instruit et plus on valorise la politique.

De plus, ces deux caractéristiques influencent la valorisation de la Politique, indépendamment l'une de l'autre.
Ainsi, on observe que l'effet du niveau d'instruction se maintient dans chaque catégorie d'âges ; et c'est parmi les jeunes de moins de 30 ans que cet effet est le plus fort (30 points de pourcentage séparent ici les deux niveaux d'instruction extrêmes).

Compte tenu du fait que le niveau d'instruction s'élève d'une génération à l'autre, on s'attendait à ce que la politique soit, en moyenne, davantage valorisée chez les jeunes. Or, il n'en est rien. Par contre, l'effet du diplôme est mieux marqué au sein de cette génération :

- le niveau d'instruction le plus bas correspond ici à un degré de valorisation nettement moins élevé que celui observé au sein des générations plus anciennes (disposant du même niveau d'instruction) ;
- mais, dotés d'un diplôme de l'enseignement supérieur, les jeunes valorisent la politique à un degré très proche de celui enregistré par leurs homologues de la génération la plus ancienne (60.6% vs 64.9%).

De cette exploration rapide, on retiendra donc que, d'une manière générale, les jeunes semblent souscrire aux mêmes valeurs que leurs aînés ; en ce qui concerne plus particulièrement la valorisation de la Politique[14], on notera une position plus réservée chez les jeunes et surtout chez les moins diplômés; toutefois, l'effet du niveau d'instruction supplante légèrement celui des générations en matière de valorisation de la Politique ; de la sorte, les plus diplômés – qu'ils appartiennent au groupe le plus jeune ou le plus âgé – occupent ici des positions très proches.

[13] *Générations et niveaux d'instruction produisent ici des effets de même direction. L'effet du diplôme est cependant légèrement supérieur à celui des générations.*
[14] *Et plus encore pour la valorisation de la Religion.*

Tableau 1. Les valeurs préférées*, par générations et par niveau d'instruction (%)

	Générations		Niveaux d'instruction	
	< 30 ans	*> de 50 ans*	*primaire & prof.*	*supérieur*
1. Famille	98.4	98.4	98.3	98.7
2. Travail	98.4	97.0	96.9	97.1
3. Amis & Relations	95.5	90.5	92.5	95.5
4. Loisirs	91.3	85.5	84.7	90.0
5. Politique	**42.8**	**54.8**	**43.0**	**56.8**
6. Religion	30.0	51.3	50.8	32.1

Source : Enquête sur les valeurs 2008, CEPS/INSTEAD.
Guide de lecture : au sein du groupe des jeunes âgés de moins de 30 ans, 42.8% estiment que la Politique est très ou assez importante dans leur vie (contre 54.8% des personnes âgées de 50 ans ou plus).
* % cumulés des modalités de réponse « très ou assez important », pour chaque domaine.

Tableau 2. Valorisation de la politique (%) selon le niveau d'instruction et par génération

Générations	Niveau d'instruction			Ensemble
	primaire/prof.	*secondaire*	*supérieur*	
< 30 ans	29.2	43.0	60.6	42.8
30 – 49 ans	41.3	50.8	51.9	47.3
>50 ans	47.4	63.5	64.9	54.8
Ensemble	**43.0**	**53.2**	**56.8**	**49.5**

Source : Enquête sur les valeurs 2008, CEPS/INSTEAD.
Guide de lecture : Parmi les répondants de moins de 30 ans et diplômés de l'enseignement supérieur, 60.6% estiment que la politique est (très/assez) importante dans leur vie.

De la valorisation à l'intérêt pour la Politique

Dans le palmarès des valeurs (*cf. point précédent*), la Politique est classée en avant-dernière position [après les Loisirs et avant la Religion] : moins d'une personne sur deux (49.5%) estime que ce domaine tient une place importante dans l'organisation de sa vie.

Ce score en demi-teinte ne traduit pas nécessairement un affaiblissement des valeurs politiques puisque, entre 1999 et 2008, on enregistre plutôt une revalorisation de ce domaine[15].

Cette tendance doit être soulignée ; en effet, elle remet en cause les positions affichées par certains analystes qui, à l'instar de Giddens, annoncent un fléchissement de l'intérêt pour la Politique[16].

En outre, cette tendance ne peut être considérée comme fortuite dans la mesure où le même regain pour la politique est observé au niveau d'autres questions. Ainsi, interrogés sur leur « intérêt » pour la politique, les répondants à l'enquête sur les valeurs étaient 45% à déclarer un tel intérêt en 1999 ; et, en 2008, cette proportion s'est accrue pour atteindre 53.7%.

Evidemment, il s'agit là de résultats globaux, portant sur l'ensemble de la population. Dès lors, pour infirmer l'hypothèse d'une discontinuité dans les valeurs politiques, il est indispensable d'examiner de plus près l'évolution de la politisation d'une génération à l'autre. De ce point de vue, et compte tenu de certaines évolutions structurelles (allongement de la période de formation, par exemple), on s'attendrait plutôt à une recrudescence de la politisation chez les jeunes et donc à une certaine forme de continuité par rapport à la génération de leurs parents. A l'inverse, les nouvelles générations ont aussi tendance à construire leur propre cadre de référence, souvent en opposition avec celui des aînés ; et pareille réaction favoriserait dès lors la discontinuité.

Les sections suivantes tenteront d'éclairer ce débat à partir de points de vue différents comme, par exemple, l'intérêt pour la politique et les formes d'engagement en ce domaine, ou – encore – les préférences idéologiques, la confiance dans les institutions.

[15] *Entre 1999 et 2008, la proportion des répondants jugeant (très ou assez) importante la Politique est passée de 41.6% à 49.5%.*
[16] *Fléchissement résultant, selon cet auteur, de la mondialisation et de la préséance de l'économique sur le politique.*

III. L'INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE

Une courte majorité des répondants (53,7%) déclare porter de l'intérêt à la politique. Cet intérêt prend cependant des intensités nettement différentes chez les jeunes (43%) et chez les plus âgés (62%) et est encore plus contrasté entre les deux niveaux d'instruction extrêmes (44% vs 69,7%). On retrouve, ici, pratiquement les mêmes tendances que celles déjà constatées lors de l'examen de « l'importance de la politique » dans la vie des personnes (*cf. Tableau 3*).

- Chez les plus jeunes, les plus diplômés sont - proportionnellement – plus de deux fois plus nombreux (67%) à s'intéresser à la politique que les répondants situés au premier niveau d'instruction (28 %) ; ces derniers se désintéressent donc massivement de la politique.
- Chez les plus âgés, l'écart se resserre quelque peu entre les deux niveaux d'instruction (52,5% vs 82,8%).

Malgré un niveau d'instruction en hausse constante, les jeunes portent donc – en moyenne – moins d'intérêt à la politique que ne le font leurs aînés. De plus, à niveau d'instruction équivalent, l'écart entre générations demeure important :

- au sein des moins diplômés, 24 points de pourcentage séparent les jeunes de leurs aînés ;
- alors que cet écart se réduit quelque peu chez les plus diplômés (avec 16 points de pourcentage).

Peut-on, pour autant, conclure de ceci en une désaffection des jeunes pour la politique ?

1. De l'intérêt à l'engagement.

Vu les tendances observées, on pourrait penser que l'importance de la politique dans la vie de chacun (cf. § II) et l'intérêt qu'on porte à la politique constituent des aspects équivalents ou, du moins, très proches. Il est vrai que ces deux orientations se croisent dans une large mesure ; mais elles ne sont pas équivalentes. Alors que l'importance accordée à la politique rend davantage compte de l'organisation « périphérique » du système de valeurs, on aborde – avec l'intérêt porté à la politique – un autre aspect du rapport que les personnes entretiennent avec la politique, à savoir leur degré de politisation. Habituellement, la mise en évidence de ce phénomène s'appuie plutôt sur la connaissance qu'on a du système politique ; par exemple, ce degré de politisation peut être mesuré par la fréquence des discussions politiques entre amis ou, encore, à partir des débats politiques suivis dans les médias, etc.
Le degré de politisation de la population peut être aussi cerné autrement et, plus concrètement, à travers des comportements qui – au-delà de l'intérêt manifesté pour la politique – révèlent alors la volonté d'action politique.
L'enquête « VALEURS » offre, à cet égard, des possibilités d'exploration tout à fait inédites permettant, par exemple, de préciser comment chacun actualise (ou est prêt à traduire) sa propre participation politique par des actions directes : signer une pétition, manifester, militer dans un parti ou un syndicat, etc. (*cf. Tableau 4*).

Tableau 3. Proportions de répondants « intéressés par la politique » selon l'âge et le niveau d'instruction (%)

Niveau d'instruction	Age		Ensemble
	< 30 ans	*> 50 ans*	
1. Primaire / Prof.	28,2 %	52,5 %	44,0 %
2. Enseignement supérieur	67,0 %	82,8 %	69,7 %
Ensemble	43,0 %	62,0 %	53,7 %

Source : Enquête sur les valeurs 2008, CEPS/INSTEAD.
Note de lecture : Parmi les répondants âgés de moins de 30 ans et diplômés de l'enseignement supérieur, 67 % déclarent être « intéressés par la politique ».

D'une manière générale, la population luxembourgeoise semble plutôt concernée par des actions « douces » ou modérées : 85% ont déjà signé des pétitions ou seraient prêts à le faire ; trois personnes sur quatre ont déjà participé (ou pourraient participer) à des manifestations autorisées (74%) ou à des initiatives locales (78%).

Des actions directes plus radicales (grève sauvage / occupation de bureaux ou d'usines) sont plus rarement expérimentées (6,2% ; 2,2%) même si une part non négligeable des répondants (20% ; 16,3%) serait prête à les envisager le cas échéant. Enfin, le militantisme effectif (dans un parti, un syndicat) demeure un engagement encore peu fréquent (7,5% ; 11,2%) ; mais il pourrait séduire entre 20% et 25 % des répondants.

Ces quelques faits apportent le relief nécessaire à l'interprétation des tendances déjà commentées à propos de la valorisation et de l'intérêt des répondants pour la politique : au Luxembourg, on est plutôt favorable aux modes d'expression « mesurés » pour manifester sa volonté politique : d'accord pour les pétitions, pour les manifestations autorisées mais rejet net pour toute action « extrémiste » (grève sauvage, occupation de locaux).

Ces tendances s'inscrivent bien dans la tonalité générale d'un pays où l'on cherche avant tout la paix sociale, en privilégiant la négociation et le consensus en matière politique. L'attrait pour les actions au niveau local traduit aussi, en creux, l'existence d'une certaine satisfaction concernant la manière dont le pays est gouverné (voir plus loin) ; ce type de mobilisation, revendiqué par trois répondants sur quatre, pourrait tout aussi bien signifier qu'il existe peu ou pas d'urgence à se préoccuper des affaires politiques en-dehors des problèmes de proximité (ceci pourrait aussi s'expliquer en raison de la forte composante « étrangère » dans la population luxembourgeoise qui, selon le système de vote actuel, implique exclusivement les étrangers au niveau communal ou, sous certaines conditions, aux élections européennes).

Globalement, l'engagement politique direct (mesuré sur la base des formes d'action déjà réalisées par les répondants) est plutôt faible[17] : en moyenne, les personnes interrogées signalent moins de deux formes (1,5) d'action parmi les 8 proposées ; 31% n'en mentionnent aucune et 46% une ou deux ; mais si l'on intègre aussi, dans cet inventaire, les actions pour lesquelles on serait prêt à s'engager, ce résultat s'élève sensiblement : dans cette configuration, nos répondants se sont déjà engagés ou seraient prêts à s'engager dans près de 4 formes d'action différentes (3,8) parmi les huit proposées (seuls 8% ne sont concernés par aucun type d'action).

2. Engagement et préférence idéologique.

Ce niveau d'expression, somme toute modéré, de l'opinion politique s'accorde plutôt bien avec la forme de la distribution des positions fournies par nos répondants sur une échelle « Gauche-Droite » : les positions centrales (5 et 6) sur cette échelle[18] sont celles qui récoltent le plus de suffrages avec 51% des répondants[19] (contre 6,7% pour l'extrême Gauche et 7,3% pour l'extrême Droite ; le Centre Gauche et le Centre Droit réunissent respectivement 18,8% et 16,2%).

Mis côte à côte, ces résultats confortent l'idée d'une population peu séduite par les extrêmes, qu'il s'agisse des formes d'engagement politique ou des préférences idéologiques. Et un examen plus détaillé des relations qu'entretiennent ces deux volets permet encore de confirmer cette interprétation :

- parmi les répondants qui se sont situés eux-mêmes à l'extrême gauche sur l'échelle politique (6,7%), la moitié (55%) se sont engagés ou seraient prêts à s'engager dans plus de cinq formes d'action politique différentes ;
- cette proportion diminue régulièrement lorsqu'on se déplace vers l'extrémité droite de cette échelle (C. G = 42% ; Centre = 20% ; C. D =20% ; Ext. D = 14%).

3. Les jeunes : plus en retrait de la politique que leurs aînés ?

Comme nous l'avons vu, les jeunes s'intéressent moins à la politique que leurs aînés (43% vs 62%). Mais peut-on, pour autant, déduire de ce constat qu'on assiste à un désengagement des jeunes vis-à-

[17] *En léger ou fort retrait par rapport aux résultats obtenus en France (cf. Tableau 4 C, par exemple).*
[18] *Cette échelle est graduée de 1 à 10 : de la gauche (valeur « 1 ») à la droite (valeur « 10 »). La question posée dans l'enquête EVS 2008 était formulée comme suit : « A propos de la politique, les gens parlent de Gauche et de Droite. Vous-même, où vous situez-vous sur cette échelle d'une façon générale ? ».*
[19] *Il convient de souligner que le score réalisé au Luxembourg par le Centre est supérieur de 10 points de pourcentage par rapport au résultat obtenu par le Centre en France (41%), dans le cadre de l'enquête EVS 2008.*

vis de la politique ? Si l'on fait une distinction entre « intérêt pour la politique » et « volonté d'action politique », il semble bien qu'un tel processus ne soit pas enclenché.

L'effet « génération » joue ici dans le sens opposé à celui constaté lors de l'examen de l'intérêt pour la politique : les jeunes s'intéressent effectivement moins à la politique en général ; mais, par ailleurs, leur volonté d'engagement dans des actions politiques est plus forte que celle de leurs aînés. Et cette tendance est aussi vérifiée au sein de chaque niveau d'instruction (*cf. Tableau 4A*).

Enfin, quel que soit le type d'engagement considéré (*cf. Tableau 4B*), l'écart entre les générations extrêmes est ici flagrant. On soulignera toutefois la nette préférence des plus jeunes pour des interventions plus radicales comme: le boycott, la grève sauvage ou, encore, l'occupation de bureaux ou d'usines. Cette propension pour des formes plus radicales ou protestataires de leur volonté politique pourrait s'expliquer (au moins partiellement) par l'enthousiasme de la jeunesse.

On peut donc résumer et interpréter ces résultats comme suit :

- les jeunes s'engagent davantage dans les huit types d'actions considérés (*cf. Tableaux 4A et 4B*) ;
- le niveau d'instruction produit ici l'effet attendu : plus ce niveau s'élève et plus fort est l'engagement ;
- toutefois, à niveau d'instruction équivalent, l'engagement des jeunes demeure chaque fois plus intense que celui des répondants âgés de plus de 50 ans (*cf. Tableau 4A*).

Les rapports entre les jeunes et la politique sont donc loin de s'affaiblir : si l'on se place du point de vue de leur engagement. L'effet prééminent de l'âge pourrait simplement refléter le fait que les jeunes mettent davantage en accord l'intensité de leur engagement avec leur système de valeurs que ne le font leurs aînés. De ce point de vue, on ne détecterait donc pas de réelle discontinuité au niveau des valeurs ou orientations qui composent le système de valeurs des différentes générations. Certes, l'interprétation des rapports entretenus par les différentes générations et la politique n'est pas une affaire simple. Par exemple, sur base de ces résultats, est-on autorisé à conclure en l'émergence d'une posture nouvelle en matière de politique et qui, éventuellement, dépasserait les effets d'âges ? Ou, encore, les écarts d'engagement commentés ici constitueraient-ils des signes annonciateurs d'une rupture plus importante entre la génération la plus jeune et la plus ancienne ? Ou, plus simplement, les jeunes n'ont-ils pas davantage aujourd'hui le souci d'approfondir les valeurs auxquelles ils adhèrent ?

Au fil des analyses des résultats provenant de cette enquête « VALEURS », pareilles questions pourront faire l'objet d'examens approfondis. Mais, dans le cadre de ce premier tour d'horizon, on se limitera plutôt à éclairer quelques aspects qui permettront néanmoins de cerner les grands traits du « profil politique » des jeunes : comparativement à leurs aînés, sont-ils plus « révolutionnaires » ? Préfèrent-ils la Liberté à l'Egalité ? Et leurs positions s'accordent-elles, ou non, à leur orientation politique (D-G) ou à leur vision de la démocratie ?

Tableau 4. Engagement dans les 8 types d'action politique

	- 30ans	> 50 ans	Niveau de formation
A. Nombre d'engagements dans les 8 types d'action politique proposés	3,8	2,9	primaire/ professionnel
	4,5	3,9	Secondaire
	4,8	4,2	Supérieur
score moyen	**4,4**	**3,4**	**ensemble**

B. % de répondants ayant déjà pratiqué ou prêts à accomplir ce type d'action	pétition	boycott	manifestation autorisée	grève sauvage	occupation bureaux / usines	militer dans un parti	militer dans un syndicat	initiatives locales
< 30 ans	87,2	61,1	84,7	44,4	28,1	32,3	43,1	76,6
> 50 ans	81,5	39,3	66,0	16,2	13,4	26,1	33,6	68,7

C. % de répondants ayant déjà pratiqué ce type d'action								
Luxembourg	59	13	34	6	2	7,5	11	20,4
France	64	16	42	12	9	-	-	-

Source : Enquête sur les valeurs 2008, Luxembourg (CEPS/INSTEAD) et France.

IV. RÉFORME OU RÉVOLUTION ? ÉGALITÉ OU LIBERTÉ ?

Parmi trois propositions soumises à nos répondants à propos des voies préférées en matière de changement sociétal, la « réforme » recueille les préférences d'une très large majorité (74%). Visiblement, on ne croit plus à la « révolution » (5,6% au Luxembourg mais 16% en France) ou, plus généralement, aux voies extrêmes (*cf. Tableau 5*).

Trois résidants luxembourgeois sur quatre choisissent donc l'option du changement graduel, soit une proportion un peu plus importante qu'en France (67%)[20]. La signification d'un tel score prend évidemment plus de relief dès lors qu'on peut se comparer à un autre pays. De ce point de vue, on notera surtout l'écart entre les deux pays en ce qui concerne les préférences pour un changement radical ; la proportion des répondants français qui choisissent cette option est près de trois fois plus importante que celle enregistrée au Luxembourg ! En outre, on assiste – en France – à une progression remarquable de ces « radicaux » entre 1990 et 2008 (ils passent de 4% à 16%). Enfin, la dernière enquête sur les « VALEURS » (2008) s'est déroulée alors que la crise financière s'installait ; dès lors, on peut s'interroger sur la coïncidence entre cet événement et cette proportion surprenante de « répondants révolutionnaires »[21].

Ces attitudes vis-à-vis de la société révèlent-elles un glissement d'une génération à l'autre ? Absolument pas. Quel que soit l'âge, l'option idéologique ne fait pas recette et est même très minoritaire (moins de 6%). Bien que les jeunes se caractérisent par un engagement plus fort dans les actions plus radicales[22], ceci n'entraîne nullement une radicalisation de leur attitude en ce qui concerne les modes de changements sociétaux. Par contre, le niveau d'instruction semble bien orienter – modérément – cette attitude : une grande majorité des diplômés du supérieur optent pour des changements graduels par la voie des réformes (90%) et, exceptionnellement, pour l'approche révolutionnaire (3,7%) ; cette dernière est en revanche plus souvent choisie par les répondants disposant du niveau d'instruction le plus faible (7,4%).

Tableau 5. Souhait de changement de l'organisation de la société (%)

	Luxembourg	France
1. changement radical par action révolutionnaire	5,6	16
2. amélioration progressive par des réformes	73,8	67
3. défense courageuse contre tout changement	10,9	15
4. non-réponse	9,7	2
Total	**100**	**100**

Source : Enquête sur les valeurs 2008, Luxembourg (CEPS/INSTEAD) et France.

[20] *Au passage, on notera que cette question provoque plus d'embarras au Luxembourg, avec près de 10% de non réponses (contre 2% en France).*
[21] *Au Luxembourg, il est plus difficile de commenter ce type d'évolution sur une période suffisamment longue ; mais, vu la faible représentation de cette tendance, il y a peu de chances que l'hypothèse relative à un effet de la crise financière puisse être ici invoquée.*
[22] *Ainsi que nous l'avons noté au paragraphe précédent.*

1. Liberté ou Egalité ?

L'arbitrage « Liberté/Egalité » intervient dans tous les champs de la vie socio-économique. Et la plupart des débats politiques traitant de matières susceptibles de toucher la vie des citoyens se développent sur cet arrière-fond ; par exemple : A quel degré faut-il taxer les hauts revenus sans désinciter l'esprit d'entreprise ou l'effort au travail, tout en ménageant un système équitable pour les revenus plus modestes ? Quel est le modèle optimal de soutien aux familles ? Comment peut-on contrôler les effets du système d'indexation des revenus en temps de crise ? Où faut-il fixer les limites de l'intervention de l'Etat en sorte de préserver la liberté de chacun et de réduire les différences entre classes sociales ?
Au Luxembourg, on recense autant de partisans favorables soit à la Liberté, soit à l'Egalité (*cf. Tableau 6*). L'équilibre parfait entre ces deux camps n'est pas sans rappeler la répartition des tendances idéologiques commentées plus haut. Enfin, la comparaison avec la France[23] met bien en évidence ce qu'un tel partage des opinions revêt de particulier au Luxembourg.

2. Egalitarisme et Orientations idéologiques

Comme signalé par BERTON (2009), le débat Liberté-Egalité renvoie directement au clivage politico-économique. Or, l'enquête « VALEURS » fournit l'occasion de vérifier cette opposition traditionnelle entre la pensée de droite plutôt favorable à la liberté et celle de gauche privilégiant l'égalité. En France, ce clivage est tout à fait bien illustré par les résultats (2008) de cette enquête : les répondants se déclarant de Gauche sont majoritairement (64%) égalitaristes ; ce même choix est fait par 48% des répondants se réclamant de la Droite. Lorsque l'on prend en compte le revenu comme dimension supplémentaire, ces tendances peuvent être encore précisées ; la proportion de répondants de gauche favorables à l'égalité augmente à mesure que le revenu croît ; parmi les revenus faibles, les opinions « égalitaristes » sont en proportions égales à droite et à gauche (64%) ; mais la part de ces mêmes opinions chute fortement lorsqu'on se rapproche des revenus moyens et s'effondre au sein du groupe des plus riches (34% d'égalitaristes).
L'allure de ces résultats, obtenue dans l'enquête 2008, est tout à fait nouvelle en France[24].

Tableau 6. Liberté ou Egalité ? (%)

	France	Luxembourg	<30 ans	> 50 ans	primaire + professionnel	supérieur	% EGALITE	< 30 ans	< 50 ans
Liberté : plus importante	40.0	45.2	43.6	47.0	41.3	56.6	primaire + professionnel	53.7	48. 5
Egalité : plus importante	57.0	45.9	49.8	46.7	53.0	35.8			
Ni l'une, ni l'autre	2.0	5.6	6.6	6.3	5.7	7.6	supérieur	40.0	40.2
Non réponse	1.0	3.2	-	-	-	-			
Total	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**			

Source : Enquête sur les valeurs 2008, Luxembourg (CEPS/INSTEAD) et France.

[23] *En France, l'évolution des opinions en faveur de l'Egalité mérite d'être soulignée. En 1999, les partisans de l'Egalité (42%) étaient minoritaires ; dix ans plus tard, ceux-ci sont majoritaires (57%). Une telle progression (+15 points) sur une période aussi courte peut être considérée comme exceptionnelle. Raoul M. BERTON («Liberté et Egalité». In: BRÉCHON Pierre, TCHERNIA Jean-François. La France à travers ses valeurs. Armand Colin, 2009) propose plusieurs explications à ce résultat qu'il juge « paradoxal » à plusieurs égards. Il cite, en particulier, l'expérience vécue par les Français après l'élection – en 2007 – d'un président farouchement opposé à l' « égalitarisme, l'assistanat et le nivellement ». Les répercussions annoncées de la crise financière pourraient aussi avoir renforcé ensuite ce courant favorable à plus d'Egalité.*

[24] *En 1981, par exemple, les trois profils selon l'orientation idéologique des répondants étaient pratiquement parallèles. [De plus, en 1981, l'écart des opinions égalitaristes entre les trois tendances était nettement plus réduit qu'en 2008, au sein du groupe le plus riche]. Mais, au sein des revenus les plus faibles, 15 points de pourcentage séparaient les opinions égalitaristes entre la Gauche et la Droite (alors qu'en 2008, on trouve la même proportion d'égalitaristes, - 64% - quelle que soit la tendance idéologique).*

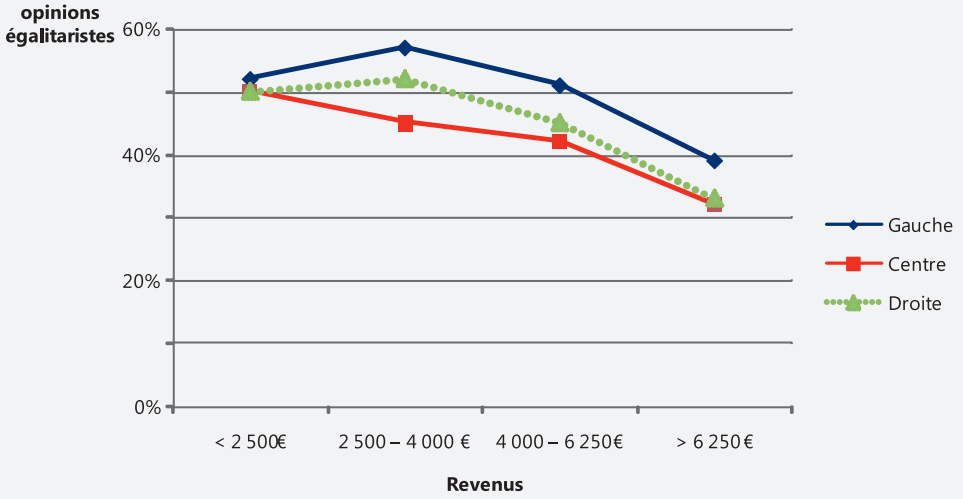
Qu'en est-il au Luxembourg ?
Au Luxembourg, on note tout d'abord que l'orientation idéologique n'influence pratiquement pas le choix en faveur (ou non) de l'Egalité (contrairement à ce que montre l'enquête « VALEURS » en France). Les partisans du « Centre » et de la « Droite » répondent – en moyenne – de manière semblable (42% ; 44%) ; au niveau de la « Gauche », l'égalité l'emporte mais d'une courte majorité (51,4%). Seules les personnes se réclamant de l'extrême gauche optent plus massivement en faveur de l'égalité (63%) ; un tel score se situe cependant très en-dessous du niveau auquel on s'attendrait dans un tel groupe.

Ensuite, l'effet du revenu (les revenus étant regroupés en quatre catégories, *cf. Graphique 2*) n'est guère plus perceptible (que celui de l'orientation idéologique). Les choix opérés dans les trois premières tranches du revenu sont plutôt proches les uns des autres (50% ; 49.5% et 47% pour l'Egalité). Comme attendu, les partisans de l'Egalité sont nettement moins nombreux parmi les bénéficiaires des revenus[25] les plus confortables (35%, soit une proportion identique à celle observée en France). Au Luxembourg, le choix favorable à l'Egalité dépend donc peu de l'appartenance idéologique et moins qu'attendu du niveau d'aisance financière. Toutefois, la combinaison de ces deux informations produit des résultats qui méritent d'être commentés.

- Dans la tranche de revenus la plus faible (partie gauche du Graphique 2), l'orientation idéologique ne joue aucun rôle sur le choix égalitariste (ou non)[26] comme le montre la proximité des trois symboles sur le graphique (G : 52% ; C et D : 50%).
- Dans les tranches intermédiaires du revenu, les positions des orientations idéologiques (G, C, D) sont bien différenciées. Les égalitaristes sont chaque fois majoritaires au sein des gens de gauche. Ce qui surprend, en revanche, ce sont les scores réalisés par les personnes se réclamant du Centre : leurs scores sont chaque fois inférieurs (dans la même tranche de revenus) à ceux affichés par les partisans de la Droite (45% vs 52% ; 42%vs 45%).
- Enfin, les proportions d'égalitaristes plongent chez les plus « riches ». Mais on compte encore 39% d'égalitaristes parmi les gens de gauche disposant des revenus les plus élevés. Et l'on retrouve le même curieux résultat chez les « centristes » qui ne se différencient nullement des répondants orientés Droite (32% ; 33%).

Dans ce que nous venons de commenter, le résultat le plus étonnant tient bien sûr à la forte correspondance constatée entre les choix opérés par les gens du Centre et ceux de Droite ; de plus, dans la moitié des situations examinées, ces derniers se montrent même un peu plus souvent favorables à l'Egalité que les partisans du Centre. A ce stade de l'analyse, il semble prématuré de fournir une explication à ce résultat plutôt inattendu. Pour terminer sur une note plus générale, il convient encore de rappeler que l'opposition « Egalité – Liberté » paraît moins relever, au Luxembourg, d'un clivage idéologique que de la position que les gens occupent sur l'échelle des revenus.

Graphique 2. Opinions égalitaristes (%) par tranches de revenus* et selon les orientations idéologiques, en 208



* Revenu mensuel disponible net après impôts du ménage du répondant. *Sources* : Enquête sur les Valeurs, CEPS/INSTEAD

[25] *Plus précisément, il s'agit ici du revenu du ménage auquel appartient le répondant.*
[26] *On obtient un résultat identique en France.*

3. Les valeurs d'Egalité et de Liberté selon l'âge et le niveau du diplôme

La valorisation de l'Egalité est à peine plus forte chez les jeunes (50%) que chez les plus âgés des répondants (47%). L'impact du niveau d'instruction est en revanche plus net ; traditionnellement, les plus instruits valorisent davantage la Liberté et, au Luxembourg, les résultats s'inscrivent tout à fait dans cette ligne : les diplômés du supérieur optent à 57% pour la Liberté alors que ce même choix ne trouve l'adhésion que de 41% des répondants qui ont atteint – au plus – le niveau d'enseignement primaire ou professionnel. Cet écart selon le niveau d'instruction se maintient quel que soit la classe d'âges ; et il est même plus important chez les plus jeunes. Les plus instruits apparaissent donc nettement plus sensibles aux « droits de » qu'aux « droits à », selon le vocabulaire employé par I. Berlin (1988)[27]. Même si ces deux valeurs sont d'une certaine manière complémentaires, ce dernier constat pourrait évidemment enclencher une multitude de réflexions et de questions et ce, d'autant plus si l'on veut bien considérer une autre tendance, à savoir que le niveau d'éducation tend à s'accroître au fil des générations. Dans cette perspective, devrait-on alors s'attendre, à terme, à une érosion progressive de la valorisation de l'Egalité au profit de celle de la Liberté ? Pour répondre à cette question, l'approfondissement de la signification accordée à ces **valeurs** constitue une étape préalable tout à fait indispensable. Dans la mesure où celles-ci sont présentées dans le cadre d'un choix exclusif, on devrait ensuite rechercher les mécanismes qui - au-delà de l'élévation du niveau d'instruction dans nos sociétés – ont la capacité d'entamer cette idée-force selon laquelle les hommes sont égaux en dignité et qui se trouve à l'origine de notre univers démocratique. Comme cette idée-force a été héritée du christianisme, faut-il en déduire que la désaffection religieuse, à laquelle nous assistons depuis quelques décennies, participerait à ce processus d'érosion ? Auquel cas on pourrait s'interroger sur l'emprise que continue à exercer de nos jours – sur les orientations individuelles – le fonds culturel et anthropologique qui s'est construit au cours du dernier millénaire et a façonné la civilisation européenne. Si les valeurs d'autonomie et de liberté progressent chez les jeunes, cela présage-t-il nécessairement une autre façon de concevoir la démocratie ? Voilà quelques pistes ou réflexions – certes audacieuses – mais que les informations récoltées par l'enquête sur les valeurs pourront étayer ou, tout au moins, documenter.

[27] *BERLIN Isaiah. Eloge de la liberté. Paris : Calmann-Lévy, 1994, cité par : BOUDON Raymond. Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ? Presses Universitaires de France, 2002, 113 p.*

V. LA DÉMOCRATIE : UN ATTACHEMENT CONFIRMÉ ?

Pour prolonger ces dernières réflexions, la question centrale qui s'impose concerne bien sûr la manière selon laquelle la démocratie est appréciée de nos jours. De ce point de vue, les réponses sont absolument claires : pratiquement tous les Luxembourgeois soutiennent la démocratie :

- 91,3% estiment qu'avoir un système politique démocratique est une très bonne ou assez bonne solution (88% en France).

Ce soutien quasi unanime ne signifie pas que les répondants n'adressent pas certaines critiques ou ne perçoivent pas des défauts à un tel régime. Malgré ces réserves[28], 93%[29] des répondants persistent à estimer que la démocratie demeure le meilleur système de gouvernement. Pareil soutien laisse donc très peu d'espace à la défense de solutions alternatives à la démocratie.

Au-delà de ces résultats généraux, on détecte toutefois des différences significatives lorsque nos répondants sont segmentés en fonction de l'âge et du niveau d'instruction (*cf. Tableau 7*).

- Parmi les plus âgés, six répondants sur dix partagent l'opinion selon laquelle le système démocratique est une très bonne solution ; mais cette proportion chute fortement chez les moins de 30 ans (45,5% ; *cf. Tableau 7*).
- A nouveau, au niveau du soutien **le plus** fort à la démocratie, le degré d'instruction entraîne un écart encore plus important.
- Et, en combinant ces deux dimensions, la situation devient plus claire : les répondants qui voient dans la démocratie une « très bonne solution » se recrutent principalement dans le groupe des plus diplômés (ce soutien est légèrement plus intense chez les plus âgés : 77,2% vs 70,8%, pour les moins de 30 ans). Dans le groupe d'instruction le plus faible, cette représentation de la démocratie est nettement moins soutenue, en particulier chez les plus jeunes (28,8% vs 52,9% pour les répondants âgés de plus de 50 ans).

Il convient de souligner que de telles différences n'apparaissent ici qu'au niveau de la modalité de réponse marquant le plus fort soutien à la démocratie (« une très bonne solution »)[30]. Et ces écarts disparaissent dès que l'on regroupe toutes les réponses favorables à la démocratie. Tout est donc affaire de nuances. Enfin, cette dernière exploration permet aussi d'éclairer la question soulevée précédemment à propos des rapports que les jeunes entretiennent avec la démocratie : si, d'un côté, la majorité des jeunes les plus diplômés valorisent la Liberté (au détriment de l'Egalité), ce n'est pas pour autant qu'ils modèrent leur soutien à la démocratie. On notera cependant que leurs aînés, aussi diplômés du supérieur, sont un peu plus nombreux à estimer que la démocratie est « une très bonne solution » (77,2%, soit 7 points de plus que les jeunes de moins de 30 ans).

Tableau 7. Avoir un système politique démocratique, c'est ... (%)

	< 30 ans	> 50 ans	Primaire / professionnel	supérieur	« une très bonne solution »	< 30 ans	> 50 ans
1. une très bonne solution	45,5	60,5	46,3	77,4	prim. / prof.	28,8	52, 9
2. une assez bonne solution	43,6	30,8	40,3	21,8			
3. une assez mauvaise solution	8,2	5,4	8,3	0,8	Supérieur	70,8	77, 2
4. une très mauvaise solution	2,7	3,4	5,1	0,0			
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**			

Source : Enquête sur les valeurs 2008, CEPS/INSTEAD.

[28] *Ces réserves seront traitées dans des publications ultérieures.*
[29] *93.2% des répondants sont tout à fait d'accord (58.8%) ou plutôt d'accord (34.4%) avec cette proposition.*
[30] *Dans les trois dernières colonnes du Tableau 7.*

VI. CONFIANCE DANS LES PARTIS POLITIQUES ET APPRÉCIATION DU SYSTÈME POLITIQUE DU LUXEMBOURG

Après avoir enregistré un véritable plébiscite en faveur de la démocratie – plus de 9 répondants sur dix soutenant ce système politique -, on peut ensuite être surpris par le peu de confiance que les gens témoignent aux partis politiques. Seulement 40% des répondants font une grande confiance (3,8%) ou une assez grande confiance (36%) aux partis politiques. Si ce score risque de choquer les élus luxembourgeois, ces derniers trouveront sans doute quelque réconfort en apprenant qu'en France ce niveau de confiance est encore beaucoup plus bas (18%). P. Bréchon (2009)[31], qui n'hésite pas à qualifier un tel score de « calamiteux », en fournit une explication plutôt lapidaire : « Les Français n'ont jamais aimé les partis politiques ». Au Luxembourg, on n'en est pas encore là. Mais, lorsque l'on constate le fort contraste entre la part de ceux qui ne font pas du tout confiance aux partis politiques (17,8%) et celle – infime – des répondants qui leur accordent une grande confiance (3,8%), il y a quand même matière à réflexion. Comment se fait-il que les gens soient à ce point circonspects ? Pourquoi y a-t-il une quasi unanimité en faveur de la démocratie et autant de défiance envers ce qui constitue un rouage essentiel au fonctionnement de ce système politique ? Parmi l'ensemble des répondants, l'âge a peu d'effet sur le niveau de confiance accordé aux partis politiques ; par contre, le niveau d'instruction joue, modérément, en faveur de cette confiance : les diplômés du supérieur sont 44% à accorder leur confiance contre 36% pour les moins diplômés.

Enfin, si l'on examine uniquement cette question chez les répondants de nationalité luxembourgeoise, quelques tendances significatives ressortent néanmoins : les personnes qui se réclament de la Gauche ou du Centre – en ce qui concerne leur orientation idéologique – sont moins nombreuses (37% et 38%) à investir leur confiance dans les partis politiques que les partisans du Centre-Droit (53%) ou de l'extrême Droite (55%)[32]. De plus, c'est parmi les répondants qui appartiennent aux ménages les plus aisés sur le plan financier que cette confiance est la plus fréquente (50% contre 27% chez les répondants qui font partie de ménages disposant de revenus inférieurs à 2 500€/mois, en 2008).

Qu'il s'agisse des jeunes ou des plus âgés, les répondants orientés à droite sont toujours ceux qui sont les plus confiants (60% ; 56%) dans les partis politiques. La même tendance est aussi observée chez les moins diplômés alors que l'écart selon l'orientation idéologique tend plutôt à se réduire au sein des diplômés du supérieur.

[31] *Cf. BRÉCHON Pierre « La confiance aux institutions », p. 294, in : BRÉCHON Pierre, TCHERNIA Jean-François. La France à travers ses valeurs. Armand Colin, 2009.*

[32] *Les moins confiants dans les partis politiques sont clairement les personnes qui n'ont pas répondu à la question relative à leur orientation idéologique ; à peine 27% d'entre eux sont confiants dans les partis politiques*

EN CONCLUSION : COMMENT LE SYSTÈME POLITIQUE DU LUXEMBOURG EST-IL APPRÉCIÉ ?

En résumé, une courte majorité de nos répondants (54%) déclare s'intéresser à la politique. En pratique, cet intérêt conduit à un engagement effectif très modéré dans différents types d'actions mais il pourrait, à l'occasion, se traduire par un engagement plus significatif, en particulier chez les jeunes. Entre Liberté et Egalité, il y a ballotage. La démocratie demeure, malgré tout, le système politique considéré comme le meilleur par plus de neuf personnes sur dix alors que, dans trois cas sur quatre, son évolution est jugée satisfaisante. Avec une population dont l'orientation idéologique est fortement marquée au Centre, le peu de confiance (40%) accordée aux partis politiques pourrait constituer la seule fausse note de ce tableau général[33].

Pour clore cet aperçu où les nuances ne manquent pas, une question centrale doit encore être traitée : comment juge-t-on, globalement, le fonctionnement de notre système politique ? Plus précisément, voici la question posée sur ce sujet : « Il existe différents points de vue sur le système politique du Luxembourg. Selon vous, comment vont les choses ? ». Les répondants devaient formuler leur jugement sur une échelle graduée en dix degrés (le premier échelon signifiant « tout va très mal » et le dernier correspondait à l'appréciation « tout va très bien »).

La polarisation des réponses (*cf. Tableau 8*) traduit un net avantage des jugements qui soutiennent le point de vue d'un bon ou très bon fonctionnement du système politique en vigueur au Luxembourg. Le contraste important entre les jugements extrêmes (25 points) conforte ce résultat même si l'on doit noter un large regroupement des répondants au centre de l'échelle (38,7% estiment que les choses ne vont ni bien, ni mal). Alors que ces appréciations ne varient pas d'une catégorie d'âges à l'autre, plus on est instruit et plus on a tendance, en moyenne, à estimer que le système politique luxembourgeois se porte bien ou très bien : 60% des diplômés du supérieur jugent que ce système va bien ou très bien contre 33% des répondants situés sur l'échelon inférieur du niveau d'instruction.

Enfin, que nous ont appris les données commentées dans ce cahier à propos d'un éventuel glissement ou affaiblissement des relations qu'entretient la génération montante avec le champ du politique ? Qu'observe-t-on en réalité ? Les effets d'un changement brutal de société ? Une discontinuité sensible entre la génération des jeunes et celle des anciens ?

Globalement, les données de l'enquête sur les valeurs ne mettent pas en évidence une rupture profonde entre les générations au niveau du champ exploré. Sur de nombreux aspects traités ici, les points de vue ne sont finalement guère éloignés. Et, lorsque des écarts sont observés entre les générations, leur importance ne paraît pas augurer une tendance forte, susceptible de se maintenir dans la durée. D'un côté, certains effets peuvent davantage correspondre à l'état d'esprit traditionnel de la jeunesse ; alors qu'on ne peut exclure, d'un autre côté, une mentalité plus critique des jeunes à l'égard du Politique, forgée sans doute dans le contexte de l'allongement des durées de formation.

L'impression générale qui se dégage de ces premiers examens ne cadre pas vraiment avec le pessimisme déclaré de certains auteurs comme Beck ou Giddens, annonciateurs de changements radicaux, de discontinuité sinon de dérèglement des référentiels moraux.

Tableau 8. Appréciation du fonctionnement du système politique du Luxembourg

Échelle de réponse	%	
(1,2) il va très mal	3,8	18,2
(3,4)	14,4	
(5,6)	38,7	
(7,8)	35,2	43,1
(9,10) il va très bien	7,9	
Total	**100,0**	

Source : Enquête sur les valeurs 2008, CEPS/INSTEAD.

[33] *Mais nous avons vu que cette défiance est encore plus forte dans un pays voisin, comme la France.*

Sources Mixtes
Groupe de produits issus de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés
www.fsc.org Cert no. CU-COC-812363
© 1996 Forest Stewardship Council

ISSN: 2077-3048

CEPS
INSTEAD

3, avenue de la Fonte
L-4364 Esch-sur-Alzette
Tél.: +352 58.58.55-801
www.ceps.lu